



C'EST TOUJOURS AMERICA FIRST!

APRÈS DEUX ANNÉES BOURSIÈRES SUPERBES SOUS LA CONDUITE DES ÉTATS-UNIS, QU'ATTENDRE DE 2025? LES PROFESSIONNELS RESTENT FORT CONFIANTS, MAIS LA POLITIQUE MENÉE PAR LE NOUVEAU PRÉSIDENT AMÉRICAIN RISQUE DE BOUSCULER LES MARCHÉS. AUTRE PETITE OMBRE AU TABLEAU: PROMIS À LA BAISSE, LES TAUX D'INTÉRÊT ONT VIGOREUSEMENT REMONTÉ DEPUIS LA FIN DE L'AN DERNIER!

PAR GUY LEGRAND

QUELLE EST VOTRE APPROCHE pour cette année 2025 sur le plan économique, avec un premier éclairage sur votre stratégie de placements? “L’année 2025 se présente de manière assez incertaine, observe **Guillaume Duchesne**. Compte tenu des élections de mi-mandat qui interviendront début novembre 2026, Donald Trump doit marquer les esprits assez rapidement. Ses messages sont susceptibles de créer une certaine volatilité sur les marchés. On l’a bien vu avec la hausse des taux d’intérêt en décembre et en janvier, en réaction aux interrogations autour de l’impact de sa politique sur l’inflation. Nous pensons toutefois que sa politique sera pragmatique, donc édulcorée. Ceci laisse encore un peu de

potentiel pour les actions américaines, très présentes dans nos portefeuilles. On ne peut toutefois oublier que le marché, dont la prime de risque est très faible, reste d’autant plus sensible aux taux d’intérêt. Ceci est heureusement compensé par les résultats, toujours très solides, d’entreprises qui créent de la valeur. Du côté de l’Europe, nous avons un petit doute quant à la possibilité d’un rebond durable des bourses. En effet, on observe souvent que les actions européennes affichent des rebonds très rapides, mais modestes. Nous restons donc sceptiques, même si le marché n’est pas cher. Il faudra guetter un éventuel catalyseur dans le courant de l’année.”



DONALD TRUMP: À LA FOIS INQUIÉTANT ET RASSURANT

“L’arrivée de Donald Trump est une source d’imprévisibilité, confirme **Cécile Lux**, vu la nature du personnage et le fait que, par rapport à son premier mandat, il a davantage les coudées franches puisqu’outre le Congrès, la Cour suprême lui est également acquise. Et ceci même si l’on peut attendre quelques luttes intestines entre les factions qui l’entourent. Mais comme elles sont issues du monde des affaires, elles n’ont aucun intérêt à affaiblir une économie américaine extrêmement résiliente. Notre prévision de croissance est de 2,3 % pour cette année, en dépit du fait qu’on ne s’attend plus à ce que les taux d’intérêt se détendent, comme anticipé précédemment. Des taux restant plus élevés nous conduisent, par contre, à continuer de privilégier les grandes capitalisations plutôt que les petites. Ces dernières sont ‘en retard’, c’est vrai, mais elles sont plus tributaires d’un repli des taux. Pour les obligations, nous avons considéré le taux à dix ans, de l’ordre de 4,7 %, relevé en début d’année, comme un point d’entrée intéressant sur celles de l’État américain, qui reste une des meilleures signatures. Même si l’endettement des États-Unis doit augmenter en raison de la politique

de Donald Trump, nous n’avons pas d’inquiétude spécifique et voyons ce taux revenir aux alentours de 4 % vers la fin de l’année.”

“Après deux années boursières assez exceptionnelles tirées par les États-Unis, nous restons persuadés que la bourse américaine demeure un créateur de valeur remarquable, affirme **Louis Berghmans**. Les entreprises américaines continuent effectivement à améliorer leur profitabilité, qui est structurellement supérieure à ce qu’elle est ailleurs dans le monde. Les politiques menées par Donald Trump sont très incertaines et engendreront beaucoup de volatilité. D’un côté, les baisses d’impôt et les simplifications administratives vont bénéficier à la profitabilité des entreprises. De l’autre, certaines politiques risquent de raviver l’inflation, ce qui amènera probablement la banque centrale à augmenter ses taux et aura un impact négatif sur le marché. La profitabilité des entreprises reste à la traîne en Europe, suite à des sous-investissements en recherche et développement. Ce sont les entreprises américaines qui signent la plus grande partie des progrès réalisés ces dernières années. Un mot sur la Chine: malgré les mesures prises pour stimuler l’économie, la confiance n’y est pas.”

LES PARTICIPANTS



Alain Berckmans
PURY PICTET TURBETTINI



Louis Berghmans
TREETOP ASSET MANAGEMENT



Charles Bok
CREATERRA FINANCE



Edouard Coene
DELEN PRIVATE BANK



Wim D'Haese
DEUTSCHE BANK



Bruno du Bus de Warnaffe
FIDE CAPITAL



Guillaume Duchesne
BANQUE TRANSATLANTIQUE



Vincent Godenir
MERCIER VAN LANSCHOT



Serge Ivlef
ING



Erik Joly
ABN AMRO



Cécile Lux
BANQUE EDMOND DE ROTHSCHILD



Dominique Marchese
PURE CAPITAL



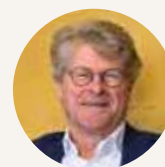
Frederic Steinkuhler
WATERLOO ASSET MANAGEMENT



Pierre Tshidimba
LOMBARD ODIER



Jerôme van der Bruggen
DEGROOF PETERCAM



Paul Vercruysse
ORCADIA

“Nous sommes largement d’accord, souligne **Alain Berckmans**. Les États-Unis resteront le leader de la croissance économique en 2025 et la volatilité sera importante, tandis que les actions demeurent à privilégier. Notons tout de même qu’un dollar fort pourrait avoir un impact un peu négatif sur les résultats des sociétés américaines. On peut, par ailleurs, imaginer que l’Europe pourrait réserver une bonne surprise. Ceci dépendra en partie du résultat des élections allemandes (NDLR : le 23 février, alors que votre magazine sera à l’impression), en espérant un grand changement au niveau politique. On souhaite surtout que l’Europe redynamise son économie. Elle ne peut se comparer aux États-Unis, mais elle dispose aussi de quelques perles.”

PRODUCTIVITÉ ET BÉNÉFICES EN HAUSSE

“Le premier mot qui vient à l’esprit pour 2025 est, chez nous aussi, la volatilité, appuie **Frederic Steinkuhler**, comme durant le premier mandat de Trump. Notre analyse du marché se base sur trois éléments: le macroéconomique, le microéconomique et l’aspect psychologique.

Pour le premier, pas de problème aux États-Unis : l'économie tourne bien, peut-être même un peu trop bien, avec un danger d'inflation. Pour le second, le marché attend une progression des résultats de 12,5% cette année. Or, d'après nos calculs, un indice S&P 500 à 6000 points (NDLR : le niveau de la bourse américaine en début d'année) se justifie dès une hausse de l'ordre de 9,5%. On aurait donc une petite marge. Il reste que, sur le plan psychologique, quelques déceptions pourraient pousser les investisseurs à prendre leurs bénéfices après deux années excellentes. L'Europe se situe dans des conditions de marché quasiment opposées, avec une économie qui tourne au ralenti, mais aussi des valorisations fort basses. Nous y choisissons, dès lors, des sociétés réalisant





ABN·AMRO Private Banking

Quelles sont vos aspirations ?

**Comment comptez-vous mobiliser
vos ressources pour les atteindre ?**

Qu'il s'agisse de gérer vos actifs, de préparer le transfert à la génération suivante, de laisser un héritage à la société ou de positionner les activités de votre entreprise face aux défis de demain. Faites le prochain pas pour atteindre vos objectifs avec l'approche personnalisée d'ABN AMRO Private Banking.



WINNER
Private Bank Wealth Planning Team
ABN AMRO Wealth Management

Vous souhaitez en savoir plus ?

Scannez le code QR pour découvrir notre offre.





leur chiffre d'affaires à l'international et profitant donc aussi de l'élan des États-Unis. Le secteur du luxe en fait partie, d'autant que les cours sont tombés fort bas lors des problèmes rencontrés en Chine."

"Les marchés affichent des cours qui sous-entendent que tout va bien, souligne **Paul Vercruysse**. Les actions américaines se paient environ vingt-quatre fois les bénéfices, avec une croissance de ces derniers attendue entre 12 et 15 % en 2025. On est à quatorze fois en Europe, avec une croissance de 6 %. Nous ne pensons pas que ces écarts vont diminuer, en raison de gains de productivité triples, sinon quadruples en faveur des États-Unis. Il faut savoir que la productivité n'a pas augmenté en Europe depuis 2008! Vu ces valorisations, nous sommes neutres. Beaucoup dépendra des gains de productivité et l'intelligence artificielle, qui est largement en train de se mettre en place, va les booster. Dans ce contexte, on ne peut qu'être positif pour l'évolution des bénéfices. Globalement donc, plutôt les États-Unis que l'Europe et, du côté des marchés émergents, nous retenons en particulier l'Inde. La bourse y est aussi chère qu'aux États-Unis, mais c'est un marché en évolution rapide, avec de nombreuses petites entreprises en pleine croissance."

"Nous sommes résolument positifs pour 2025, affirme d'entrée de jeu **Dominique Marchese**, et sur les deux tableaux: Trump lui-même d'une part, les gains de productivité et la croissance des bénéfices de l'autre. La croissance économique prévue aux États-Unis en 2024 était initialement de 1,4 %. Ce fut près du double! Or, l'an dernier, l'intelligence artificielle n'a pas encore vraiment boosté les gains de productivité. Ceux-ci sont dus, jusqu'ici, aux énormes efforts réalisés par les entreprises américaines au lendemain de la crise du Covid, pour faire face au manque de personnel. L'autre élément, c'est Donald Trump. Il sait que Joe Biden a perdu les élections à cause du *wokisme* et de l'inflation. Il va donc lutter contre cette dernière de trois façons. Un choc énergétique d'abord, avec une énorme libéralisation. La dérégulation ensuite, dans de nombreux secteurs. Et enfin, une baisse des taxes. Tout cela est désinflationniste. Quant à la hausse des tarifs douaniers, elle pourra, en ce qui concerne la Chine, être accompagnée d'un ajustement à la baisse

du yuan. On avait observé un tel phénomène lors du premier mandat de Trump. Globalement donc: oui aux actions, surtout aux États-Unis."

ARGUMENTS FONDAMENTAUX ET TECHNIQUES

"Que Trump crée de la volatilité, c'est clair, acquiesce **Wim D'Haese**. L'histoire nous apprend toutefois que ce n'est pas tant le Président ou son parti, ni même les décisions en matière de fiscalité qui déterminent l'évolution de la bourse, mais la croissance économique. Elle pèse même davantage que les taux d'intérêt. L'économie américaine est robuste et Trump va encore la booster. On est loin du compte en Europe, où les espoirs reposent sur la volonté de se réindustrialiser, suivant la voie indiquée par le rapport Draghi, et on espère que l'Allemagne va opérer un virage. Notre stratégie s'appuie sur des éléments tels qu'une croissance des bénéfices située cette année entre 5 et 10 % en Europe et, du côté des banques centrales, sur deux baisses du taux de base aux États-Unis et quatre en Europe. De sorte que nous sommes optimistes pour les marchés, surtout américain: une hausse de 5 à 10 % est possible. Deux arguments techniques également. D'une part, la bourse américaine n'a quasiment jamais corrigé en-dehors d'une récession, sauf forte augmentation des taux par la Fed. De l'autre, un marché haussier dure en moyenne quarante-sept mois, avec une amplitude de 137 %. Wall Street se situait en début d'année à vingt-huit mois et 65 % de hausse. Il ne faut, dès lors, pas s'inquiéter parce qu'on a connu deux belles années d'affilée!"

"Il y a un an, le consensus penchait vers une récession en 2024 aux États-Unis, rappelle **Bruno du Bus**, et le pays a en réalité connu une croissance très forte. Économie très résiliente, donc! Nous attendons quelque 2 % cette année, soit quasiment le double de l'Europe, surtout grâce à un premier semestre plus vigoureux. Il existe un risque inflationniste, mais plus accentué en Europe, en raison d'une dépendance plus





Enrichissez votre avenir
en investissant dans
l'économie mondiale

Nos conseillers financiers sont là pour vous
guider dans l'univers de la bourse mondiale
et vous proposent des solutions
d'investissement personnalisées.



TreeTop Asset Management SA
Rue des Francs, 79 bte 7 - 1040 Bruxelles +32 2 613 15 30
Leopoldlaan, 111 - 8300 Knokke-Heist +32 50 950 760
www.treetopprivate.be





importante aux matières premières. On a déjà évoqué les croissances bénéficiaires attendues, mais j'ajoute que nous tablons sur une meilleure répartition de cette croissance entre les sociétés, en 2025 comme au début 2026. Elle ne sera plus aussi massivement le fait des grandes vedettes de la cote. Compte tenu des bilans très sains, c'est un important facteur de soutien, en particulier aux États-Unis, pour les rachats d'actions et les dividendes. Les déficits publics demeurent un point d'attention en Europe, comme l'absence d'homogénéité politique."

"La divergence entre les taux courts, qui s'inscrivent en baisse, et les taux à long terme, qui remontent, a de quoi inquiéter les investisseurs, concède **Pierre Tshidimba**, comme en témoigne un marché boursier un peu secoué en début d'année. Les marchés n'attendent plus de baisse de taux par la Fed avant le mois de septembre. Il faut cependant remarquer que la hausse des taux à long terme ne repose guère sur des attentes inflationnistes, mais plutôt sur les craintes concernant les déficits publics et les niveaux d'endettement des États. Nous tablons toutefois sur une normalisation de ces taux, après la hausse un peu excessive du début d'année, d'autant que l'inflation continuera aussi à se normaliser. Notre politique d'investissement reste fermement positive à l'égard des actions, parce que l'essentiel de la hausse de l'indice S&P 500 en 2024 était dû à l'amélioration des résultats. Il ne s'agit donc pas de valorisations devenant exubérantes. Nous n'attendons pas une hausse boursière à deux chiffres en 2025, mais elle demeurera largement positive si les résultats des entreprises restent bons. Outre les excellents fondamentaux économiques des États-Unis, la déréglementation voulue par Trump va fortement soutenir de nombreux secteurs. Nous sommes plus mesurés pour l'Europe, mais nous ne négligeons pas le Japon, où l'on assiste à une belle dynamique de la part des entreprises."

EUROPE: LE BÉNÉFICE DU DOUTE...

"La valorisation des actions est plutôt élevée aux États-Unis, confirme **Vincent Godenir**, ce qui nous incite à être prudents dans la sélection des actions: la qualité, oui, mais pas trop chère... Nous avons d'ailleurs allégé les valeurs jugées un peu trop onéreuses dans les portefeuilles. Trump génère beaucoup d'incertitudes, oui, mais il est surtout pro-business, ce qui est porteur pour la croissance économique

aux États-Unis. Je pense qu'on investit aussi énormément dans la recherche en Europe, mais ce qui manque, ce sont les entrepreneurs et le financement par *venture capital*. Toutefois, quelques secteurs comme le luxe sont attrayants dans une perspective de long terme."

"Je rejoins assez largement ce qui a été dit, signale **Erik Joly** et, en conséquence, nous restons légèrement surpondérés en actions et privilégions toujours les États-Unis. Avec un rapport cours-bénéfice de 23 contre une moyenne historique de 17, le marché américain est cher, mais il faut relativiser en fonction du poids considérable des '7 magnifiques' (NDLR: Microsoft, Apple, Nvidia, Alphabet – maison mère de Google – Amazon, Meta et Tesla). Qu'en est-il des craintes inflationnistes? Il est possible que les droits de douane promis par Trump soient globalement beaucoup moins élevés qu'on ne le craint, suite à des négociations. Quant à l'impact des mesures anti-migration, il ne devrait se manifester qu'en 2026. Ceci est donc plutôt rassurant. Par contre, un cygne noir est possible, à savoir l'énorme dette des États-Unis: plus de 36 000 milliards de dollars."

"Les actions européennes ne sont pas chères, soit, mais cela ne les empêche pas de pouvoir l'être moins encore à l'avenir. L'Europe présente, en effet, un désavantage compétitif en matière énergétique et l'absence d'unité de décision, de sorte que de faibles valorisations ne nous convainquent pas: nous sommes sous-pondérés en Europe et neutres pour les pays émergents et la Chine. Pour les actions, nous sommes à 50 % environ aux États-Unis et 35 % en Europe."

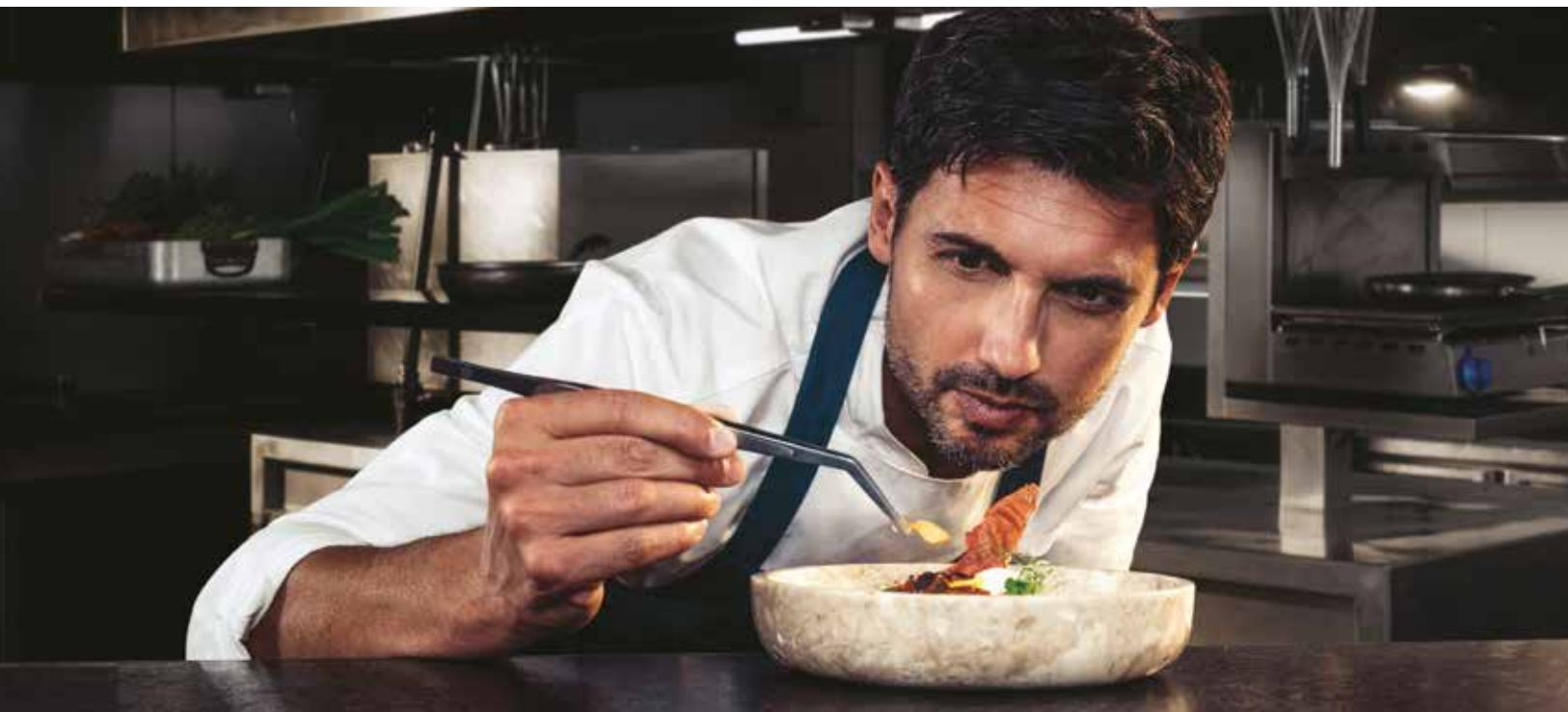
"Pour l'année en cours et le moyen terme, nous sommes positifs à l'égard des actifs à risque, en l'absence de menace de récession, pose **Serge Ivlef**. Les actions devraient s'apprécier d'une petite dizaine de pour cent d'ici à la fin de l'année. Nous surpondérons le secteur technologique, mais nous attendons une hausse du marché beaucoup plus large que précédemment. Même si un trimestre de croissance négative est possible en Europe, elle restera positive pour l'ensemble de l'année, mais nettement moins qu'aux États-Unis bien sûr. En conséquence, nous surpondérons nous aussi les actions américaines, tant les États-Unis affichent une croissance supérieure, pour l'économie comme pour les bénéfices des entreprises. Pour ces

Découvrez un investissement à votre goût.

Composé pour vous avec les meilleurs ingrédients.

Un portefeuille regroupant la crème de la crème des investissements mondiaux, sélectionnés en toute indépendance pour vous avec la même passion et la même expertise que celles d'un grand chef.

ing.be/privatebanking





derniers, l'intelligence artificielle (IA) constitue en plus une thématique puissante. Selon certains experts, la dynamique entraînée par l'IA dépassera celles du chemin de fer ou d'Internet. On s'inquiète quand même un peu de l'écart de valorisation entre les actions américaines et européennes, à vingt-deux fois les bénéfices pour les premières et 13,5 fois pour les secondes. Cet écart n'a jamais été aussi élevé en un quart de siècle. Nous n'excluons donc pas de revenir prochainement davantage sur les valeurs européennes. Dernier point: oui aussi aux obligations, surtout en euro, en raison de rendements au plus haut depuis dix ans."

...MAIS DU BOUT DES LÈVRES

"Nous ne pensons pas que l'année 2025 puisse être aussi faste que la précédente en bourse, sans quoi on entrerait dans une bulle, avertit **Edouard Coene**. Trump va sans doute générer de la volatilité, mais nous croyons toujours à l'exceptionnalité des États-Unis, de sorte que les actions américaines pèsent 65 % environ dans nos portefeuilles. Car Trump est un businessman et *Make America great again* vaut à notre sens aussi pour l'indice Standard & Poors! Les raisons de la surperformance des entreprises et de la bourse américaine resteront en place en 2025. Quant aux rapports cours-bénéfice très élevés, ils reflètent le surcroît de croissance et de marge bénéficiaire. Et si l'Europe est au contraire bon marché, c'est qu'il y a des raisons... Pour le reste, nous sommes plus convaincus par l'Inde que par la Chine, mais elle est fort chère, comme évoqué. Un mot sur la dette américaine: si Elon Musk réalise d'énormes économies dans le fonctionnement de l'État américain, ce sera très positif!"

"Nous partageons assez largement les avis positifs sur l'économie américaine et les actions, appuie **Charles Bok**, mais avec quelques nuances. Donald Trump est-il un pragmatique qui va s'assagir? On l'a quand même vu à l'œuvre durant son premier mandat et il est aujourd'hui beaucoup plus désinhibé. Les actions américaines représentent 50 à 55 % de nos portefeuilles et nous considérons que la volatilité ménagera des opportunités, surtout si elle conduit à de véritables corrections. Pour le reste,

nous écartons la Chine au profit du reste de l'Asie. Autre approche: tant l'optimisme à l'égard des États-Unis que les réserves à l'encontre de l'Europe sont déjà dans les cours. Résultat: les bonnes surprises américaines sont attendues, tandis que les européennes auraient un gros impact sur les cours. Il y en a régulièrement... mais on n'y croit guère en ce qui concerne l'intelligence artificielle. Pour les obligations, cap plutôt sur l'euro, l'évolution des taux en dollar restant incertaine."



"L'optimisme à l'égard des États-Unis est clair, observe **Jérôme van der Bruggen**, et nous le partageons. Même si nous n'utilisons plus le terme 'exceptionnalisme', sourit-il, car on nous a signalé qu'il faisait référence au mythe fondateur des États-Unis, lui donnant une place dans une sorte de plan divin... Il est clair que l'économie américaine fait exception et qu'il vaut la peine d'y rester investi. Il est normal qu'on y soit attiré, en raison de la 'règle des trente': les entreprises technologiques américaines représentent 30 % de l'indice S&P 500, elles se paient environ trente fois les bénéfices et ceux-ci progressent de 30 % par an. D'autant que les gains de productivité jouent davantage dans la technologie qu'ailleurs. Autre chose à rappeler: la nomination de Scott Bessent au poste de secrétaire au Trésor, un homme compétent qui a la confiance des marchés. Nous sommes par ailleurs tentés d'investir un peu plus en Asie. À l'heure où tout le monde évoque la ré-industrialisation, la Chine et le reste de l'Asie restent les champions de l'industrie, alors que les bourses y ont été dévalorisées ces dernières années."

Les deux secteurs qui devaient le plus bénéficier de l'accession au pouvoir de Donald Trump, à savoir la finance et l'énergie (fossile) ont déjà bien grimpé. Est-il trop tard? Par ailleurs, vous avez évoqué un élargissement de la hausse des bénéfices au-delà des ténors de la cote. Faut-il plutôt investir aujourd'hui dans un indice équilibré, souvent mis en lumière ces derniers mois?

"Les secteurs financier et de l'énergie sont ceux qui ont signé les plus mauvaises performances durant le premier mandat de Trump,



Vous méritez
que votre patrimoine
travaille pour vous

Depuis 1928, Leleux Associated Brokers aide
ses clients à tirer le meilleur parti des opportunités
que leur offre la Bourse.

Ensemble, faisons fructifier votre patrimoine
pour votre avenir, et celui de ceux qui vous sont chers.

Toujours à vos côtés, toujours dans votre intérêt.

www.leleux.be
0800/255 11

rappelle **Louis Berghmans**, après une première année positive. Quand on analyse les performances sectorielles, on s'aperçoit que l'impact de la politique est modéré. Dans l'énergie, le plus important est l'évolution du prix du pétrole. Or, durant le premier mandat de Trump, le prix du pétrole a baissé et les performances financières du secteur furent très mauvaises. Il faut donc rester bien diversifié sur le plan sectoriel. L'approche équilibrée (*lire ci-contre*) présente un inconvénient: elle ne tient pas compte des performances des entreprises puisqu'on investit partout de la même manière. Il existe des manières plus intelligentes de surpondérer son investissement dans les entreprises performantes. C'est ce que nous développons ces dernières années."

PONDÉRÉ OU ÉQUIPONDÉRÉ ?

La plupart des indices boursiers reprennent les sociétés sur base de leur capitalisation boursière. C'est la pondération classique. Avec l'envolée des actions des géants de la technologie, les fameux '7 magnifiques' (Alphabet, Amazon, Apple, Meta, Microsoft, Nvidia et Tesla) ont fini par peser, à eux seuls, près d'un tiers de l'indice Standard & Poors 500, mesure de la bourse américaine. Tant mieux pour les investisseurs qui se contentent de copier l'indice... à condition que la situation ne se retourne pas! Pour éviter ce danger, il vaudrait mieux, à l'avenir, se baser plutôt sur un indice équilibré, c'est-à-dire donnant un poids égal à toutes les actions. C'est le thème à la mode à Wall Street depuis fin 2024.

"Nous misons quand même sur l'équilibré, intervient **Cécile Lux**. On a beaucoup évoqué l'intelligence artificielle et sa diffusion à toute une série de secteurs bénéficiant ainsi d'augmentations de leur productivité. Cet élargissement s'est manifesté en bourse en 2024. Durant le premier semestre, l'indice classique, emmené par les '7 magnifiques', a largement battu l'indice équilibré. Depuis le mois de juin par contre, les évolutions sont similaires. Plusieurs secteurs peuvent bénéficier de la politique de Trump. Sous réserve de la personnalité du ministre Robert F. Kennedy (*photo*), il y a la pharmacie, par ailleurs attrayante au niveau de sa valorisation: on devrait revenir sur les programmes de limites de prix qui l'on affectée. Attention cependant: cela ne vaut pas nécessairement pour toutes les entreprises qui composent un secteur. Prenons à témoin la consommation discrétionnaire (NDLR: celle de produits non vitaux, comme les loisirs, l'automobile, le luxe, etc.). Elle va bénéficier des réductions d'impôts augmentant le pouvoir d'achat des consommateurs. Toutefois, une entreprise comme Nike, pour laquelle la Chine est importante au niveau des fournisseurs comme des ventes, pourra être impactée par les luttes géopolitiques et une augmentation des tarifs douaniers. Ce ne sera guère le cas de Ralph Lauren. Une pareille approche discriminante constituera peut-être, cette année, la clé pour réaliser de



bonnes performances. Ce serait très différent de ce que l'on a vécu ces deux dernières années, quand un quart seulement des actions du S&P 500 ont mieux performé que l'indice, alors qu'il s'agit historiquement de la moitié. Le choix de valeurs individuelles fut donc périlleux. Il devrait retrouver ses chances cette année aux États-Unis, comme c'est resté le cas en Europe."

L'IA AURA UNE INFLUENCE TRÈS LARGE

"L'histoire des deux derniers siècles nous apprend qu'il n'y a pas de révolution technologique sans révolution dans l'énergie, pointe **Dominique Marchese**. C'est un secteur essentiel, qui bénéficiera à mon sens le plus de la politique de Donald Trump. D'où, depuis son élection, des hausses de cours de 50 à 100 % dans les *utilities* (NDLR: services publics tels que les producteurs d'énergie). Il ne faut pas investir dans les producteurs de pétrole, qui seront affectés par la



CREATERRA FINANCE: L'EXPERTISE PATRIMONIALE À TAILLE HUMAINE

PRÉSENT À BRUXELLES ET AU LUXEMBOURG DEPUIS PLUS DE VINGT ANS, CREATERRA FINANCE ALLIE PROXIMITÉ ET EXCELLENCE. CE QUI LUI PERMET DE SE DISTINGUER DANS UN SECTEUR ULTRA-CONCURRENTIEL, COMME NOUS L'EXPLIQUE CHARLES BOK, ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ.

L'Éventail – Qu'est-ce qui définit Createrra Finance en quelques mots?

Charles Bok – Ce qui nous distingue avant tout est que nous sommes une société de gestion de patrimoine indépendante. Nous ne dépendons donc pas d'une grande banque pour notre offre de produits et nos stratégies de gestion. Au contraire, chaque client peut choisir son établissement dépositaire, où sera conservé son portefeuille, parmi différents réseaux partenaires de premier plan.

Depuis 2019, Createrra Finance fait partie du groupe IRIS Finance International, spécialiste de la gestion de patrimoine et d'actifs. Sa large présence géographique, notamment à Paris ou à Genève, nous permet d'accompagner au mieux nos clients à travers les frontières.

– En quoi vous démarquez-vous de vos concurrents?

– Très proche et disponible, Createrra Finance a pour vocation d'accompagner ses clients dans la gestion de leur fortune et l'organisation patrimoniale de leur famille. Nous assemblons et gérons un portefeuille personnalisé, dans une philosophie *tailormade*, pour chaque client, tout en appliquant une discipline rigoureuse pour optimiser les risques.

Plutôt que perdre notre temps à tenter de battre les marchés – un pari généralement voué à l'échec sur le long terme – nous optons pour une saine diversification en combinant valeurs individuelles, *trackers* indiciels thématiques et fonds d'investissement en architecture ouverte.

L'indépendance est une autre valeur clé. Si un changement de banque s'avère nécessaire, Createrra Finance n'hésite jamais à le conseiller car la pérennité d'une relation repose avant tout sur la confiance.

Pourquoi faire appel à un gestionnaire indépendant comme Createrra Finance?

Avant tout pour profiter du meilleur des deux mondes. D'un côté, la proximité d'une structure à taille humaine où chaque gérant suit un nombre limité de clients qu'il connaît parfaitement. De l'autre, un accès à un large éventail de banques de renom comme KBC, BDL ou encore Pictet à Genève.



En outre, nous pouvons proposer aux clients qui le souhaitent une approche globale intégrant l'ensemble de leurs avoirs répartis auprès de plusieurs banques et dans différents pays, à la manière d'un véritable Family Office.



CREATERRA
FINANCE

CREATERRA@CREATERRA-FINANCE.COM

WWW.CREATERRA-FINANCE.COM

CREATERRA FINANCE S.A. LUXEMBOURG • 6 RUE D'ARLON, L-8399 WINDHOF • +35 2 45 16 361

CREATERRA FINANCE S.A. SUCCURSALE BELGIQUE: 66 RUE DU TABELLION, 1050 BRUXELLES • +32 2 346 26 76



baisse des prix, mais dans le stockage, le transport, les équipements et les services. C'est l'inverse pour le gaz : les producteurs vont bénéficier de la disparition du moratoire sur les investissements dans le GNL (gaz naturel liquéfié). Autre secteur qui va profiter de l'IA : le nucléaire, car les géants du *cloud* signent en direct des accords avec des centrales pour répondre à leurs énormes besoins en énergie. Une foule de secteurs font partie de l'écosystème entourant l'IA !"

"L'énergie au sens large va certainement se comporter de manière favorable cette année, appuie **Charles Bok**, parce que Trump le veut et qu'il a le pouvoir d'influencer les régulations et de supprimer les contraintes ESG (NDLR : environnement, social et gouvernance). La pharmacie aussi, comme signalé. Ce n'est pas sûr, par contre, pour la finance car elle souffrirait d'un durcissement de la politique monétaire. N'oublions pas les *small caps*, en raison de leur sensibilité aux mesures fiscales : on attend un important rattrapage après plusieurs années difficiles. L'indice S&P 500 équilibré nous semble une excellente piste pour 2025, d'autant qu'il existe un *tracker* (NDLR : fonds indiciel ; il s'agit du iShares S&P 500 *Equal Weight Ucits* ETF) qui le permet."

"Nous ne nous attendons évidemment pas à ce que les financières performant comme l'an dernier, d'autant que beaucoup d'entre elles affichent une valorisation un peu trop élevée, prévient **Pierre Tshidimba**. Nous gardons une approche pro-cyclique : investir dans des sociétés qui profitent de la bonne conjoncture économique. Nous avons commencé l'année passée avec le secteur des matériaux et envisageons ensuite, si nos scénarios macroéconomiques se confirment, de favoriser les valeurs industrielles."

"Nos secteurs favoris sont l'IT (NDLR : technologies de l'information), le pharmaceutique et le financier, précise **Erik Joly**. Ce dernier pourrait profiter d'une importante activité de fusions et acquisitions, dans le sillage des dérégulations."

"À propos d'intelligence artificielle, on peut utiliser ChatGPT pour voir combien de réglementations et lois concernent certains secteurs aux États-Unis, ironise **Paul Vercruysse**. Il y en a 24 000 pour le pétrole et le gaz, 13 000 pour la production d'électricité, 12 500 dans l'automobile, ou encore 11 500 dans la pharmacie. C'est dire qu'il y a moyen de déréguler fortement !"

Y a-t-il, en Europe, des perdants et des gagnants de l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche ? Pour les seconds, l'industrie de la défense vient à l'esprit, pour répondre aux exigences d'un budget plus conséquent au sein de l'Otan. Quelle est votre approche ?

"Les industriels européens ont fait, de longue date, le choix d'investir aux États-Unis, souligne **Dominique Marchese**. Il est donc judicieux, en réponse à l'arrivée de Trump et des menaces tarifaires, de sélectionner les entreprises européennes qui possèdent une très importante base d'actifs là-bas. D'autant que nous sommes très sceptiques sur un sursaut de l'Union européenne. Elle illustre tristement la phrase d'Albert Einstein : 'Répéter toujours la même chose en espérant des résultats différents'..."

"Nous demandons l'avis de nos clients sur ce sujet délicat qu'est l'armement et 99 % sont d'accord, signale **Charles Bok**. Le *tracker* NATO investit, et pas seulement en Europe, aussi bien dans l'armement que dans la cyber-sécurité, entre autres. Nous le plaçons dans tous nos

Grow. Closer.

Together with Degroof Petercam, the Indosuez family keeps growing to offer you a better understanding.



+ 150 years of history

4,500 colleagues

~ €200 bn client assets

16 locations





portefeuilles car nous estimons que c'est aujourd'hui une nécessité. En Europe, nous n'aimons pas l'automobile, un secteur trop délicat. Nous sommes, par contre, favorables au luxe ou encore à l'aéronautique, dont les industriels sont très présents aux États-Unis et profitent de la panne de production de Boeing."

"Nous continuons à investir dans les champions européens, affirme **Jérôme van der Bruggen**. Ils sont nombreux, par exemple dans l'électrification ou la distribution du gaz. Si leur siège est situé en Europe, ce sont en réalité des champions internationaux. C'est peut-être la seule chose que l'on puisse faire en attendant que l'Europe se réveille... ce que j'ai arrêté de prédire."

OUI OU NON À L'AUTOMOBILE?

"Nous aussi nous basons sur la répartition des activités de l'entreprise, embraie **Bruno du Bus**. Par ailleurs, si nous nous méfions de l'automobile, nous regardons le secteur de l'immobilier. Très négligé ces dernières années et non sans raison, il mérite un examen différencié, à l'échelle de l'Europe. Il ne faut pas regarder que le rendement, qui peut induire en erreur, mais surtout la valorisation. Sans oublier pour autant les nombreuses contraintes qui pèsent sur le secteur, ni l'indispensable reconditionnement de quantité d'immeubles."

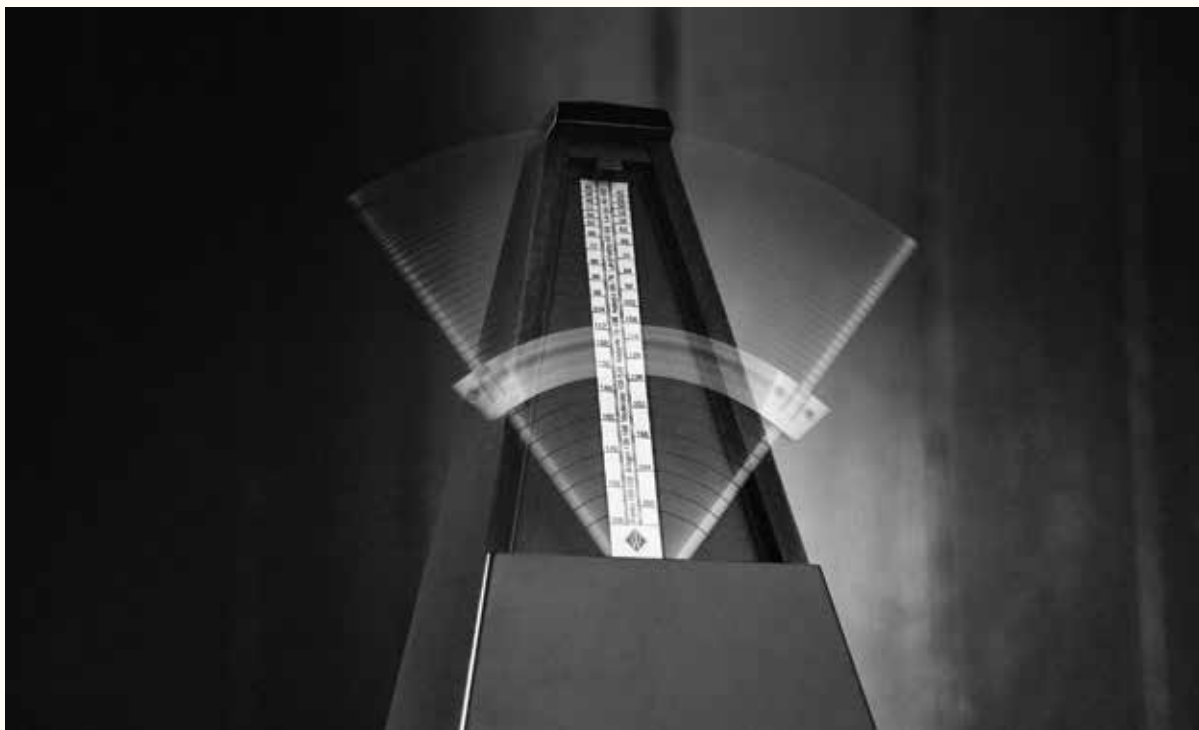
"Les SIR (NDLR: sociétés immobilières réglementées) belges offrent des rendements fort appréciables, rappelle **Erik Joly**, surtout avec des taux d'intérêt promis à la baisse. Le gros problème, c'est le manque d'intérêt. Une revente est aléatoire si les acheteurs sont aux abonnés absents."

"Si tout le monde a vendu l'Europe, les cours ne peuvent guère tomber plus bas, estime **Yvan Ivleff**. Il suffirait que les nouvelles soient moins négatives pour susciter des rachats. L'écart de valorisation avec les États-Unis n'a jamais été aussi élevé. Ce n'est pas un indicateur de bon timing, mais c'est une donnée importante. Nous sommes clairement surpondérés aux États-Unis, mais nous pensons que le pessimisme est devenu excessif en Europe. Le secteur automobile européen connaît de graves problèmes face aux voitures chinoises, c'est vrai, mais il avait déjà vécu cette situation naguère, face aux voitures japonaises, et il est parvenu à s'adapter. Cela prendra du temps, bien sûr."

Certains estiment qu'il faut se méfier des obligations souveraines. Les besoins des États sont tels que les émissions seront pléthoriques cette année. La demande ne suivant pas, les taux grimperont et les investisseurs subiront des moins-values... Quelle est votre stratégie dans ce domaine?

"Nous sommes sous-pondérés en obligations gouvernementales, signale **Pierre Tshidimba**, car l'endettement et les déficits sont, en effet, problématiques. Nous préférons les obligations d'entreprises, de qualité investissement ou même à haut rendement. Même si le supplément de rendement n'est pas énorme en ce moment."

"Le problème est que le rendement des obligations souveraines est, en Europe, plus ou moins au niveau de l'inflation, regrette **Bruno du Bus**. Ceci suffit déjà à les écarter. Si l'on anticipe, en plus, quelques tensions sur les taux... Et comme il n'y a pas pléthore d'obligations



Le temps est votre meilleur allié.

En gestion de fortune, personne n'aime les surprises. Chez Mercier Van Lanschot, nous sommes convaincus que la continuité fait toute la différence. Tout au long des années, nous mettons en oeuvre la même philosophie d'investissement, à **un rythme maîtrisé**. Nous comprenons en profondeur les entreprises et ceux qui les gèrent. Nous investissons votre patrimoine avec le nôtre, comme le nôtre. C'est ce qui nous distingue. Ensemble, nous veillons à préserver et accroître votre patrimoine, une génération après l'autre.

Investing together.



Découvrez notre équipe.
www.merciervanlanschot.be



**MERCIER
VAN LANSCHOT**
Private Bank



VAN DE PUT & CO

BANQUIERS PRIVÉS | PRIVAATBANKIERS

*La Banque Privée qui,
depuis 200 ans,
se soucie de vos intérêts*

www.vandeput.be

d'entreprises, il vaut peut-être mieux se tourner vers les actions offrant un rendement élevé."

"Le gros handicap des obligations souveraines, c'est qu'elles ne permettent guère à l'épargnant de conserver son pouvoir d'achat, confirme **Vincent Godenir**. Après les frais et les taxes, on se situe souvent un peu en-dessous de l'inflation. D'où la préférence pour les obligations d'entreprises."

"L'endettement des États est très élevé, mais le marché ne s'en émeut visiblement pas aujourd'hui, observe **Wim D'Haese**. Jusqu'à quand...? Nous préférons donc clairement les obligations d'entreprises, surtout dans un contexte économique qui leur est favorable."

"Nous restons davantage focalisés sur les actions que sur les obligations, signale **Guillaume Duchesne**. Pour ces dernières, nous ne retenons que les obligations d'entreprises, avec une préférence pour le dollar."

"Nous détenons 70 % d'obligations d'entreprises et 30 % de souveraines, précise pour sa part **Edouard Coene**, avec une large diversification. Même pour les secondes et heureusement, vu les récents soucis de l'Allemagne et de la France! En ce qui concerne l'immobilier, qui ne représente du reste que 2 % des indices mondiaux, nous visons des actifs qui ne sont pas à la portée de l'investisseur individuel, à travers des entreprises détenant des centres de données, de la logistique ou encore des tours-relais."

Merci à tous pour cette approche circonstanciée de l'année 2025 et pour votre éclairage concret sur les stratégies de placement recommandées.